



## EXTRAIT

### Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

#### DELIBERATION N° 03/2021 – 14

**OBJET :** CENTRE AQUATIQUE  
Adoption du rapport sur le principe de la délégation du service public  
(DSP) pour la gestion et l'exploitation du centre aquatique et autorisation  
à lancer la procédure de DSP

L'An deux mille vingt et un et trente et un du mois de mars (**31.03.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 25 mars 2021, s'est réuni à la salle Jean Moulin de Castelsarrasin, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

**CONSEILLERS PRESENTS :**

M. BRIOIS Dominique, Président  
M. BESIERS Jean-Philippe, 1<sup>er</sup> Vice-Président  
M. LOPEZ Romain, 2<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme FORNERIS Dominique, 3<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. GARGUY Bernard, 4<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme FEAU Annie, 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. BOUCHÉ Bernard, 6<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. SAMAIN Hugues, 7<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. DELLAC Patrick, conseiller délégué  
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué  
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

M. CRUBILÉ Jean-Luc - M. DUPUY Guy - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme CARDONA Muriel - M. FERAL Jean-Philippe - Mme TRESSENS Christiane - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PAYSSOT Céline - M. REMIA Alex - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - M. BON Philippe - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - Mme CAVERZAN Martine - M. COULOM Michel - M. PAILLAS Alain - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mme M'BAMBI MATALE Claudine - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie - M. LOURMEDE Guy - M. THIERS Jean-Christophe - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme LAFFINEUR Nicole - Mme HEMMAMI Estelle (jusqu'à la délibération n° 16) - Mme CAVALIÉ Marie Estelle (jusqu'à la délibération n° 16) - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

**CONSEILLERS REPRESENTES :**

M. LAFONT Hubert, 8<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme CARDONA Muriel  
M. EIDESHEIM David  
M. BENECH Eric  
M. POUGNAND Jérôme  
Mme LOPEZ Sophie  
M. BOUSQUET Franck

a donné procuration à Dominique BRIOIS  
a donné procuration à Jeanine BAJON-ARNAL  
a donné procuration à Michel PONS  
a donné procuration à Bernard GARGUY  
a donné procuration à Pierre PUCHOUAU  
a donné procuration à Romain LOPEZ  
a donné procuration à Estelle HEMMAMI

**ABSENTS EXCUSES :**

M. USSEGLIO Philippe

**ABSENTS NON EXCUSES :**

Mme HEMMAMI Estelle (à partir de la délibération n° 17)  
Mme CAVALIÉ Marie (à partir de la délibération n° 17)

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, M. Soufiane ACHCHTOUI ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le centre aquatique est entré dans sa phase travaux depuis l'attribution des marchés de travaux fin février 2021. Parallèlement, une réflexion est menée sur la gestion de l'équipement. Aussi, pour cela, une première présentation des différentes options possibles entre la gestion en régie et la gestion déléguée avait été faite en octobre 2017 aux membres du comité de pilotage. Puis, en octobre 2020, un nouvel exposé a été fait devant les membres du bureau communautaire qui ont unanimement choisi la gestion déléguée par la conclusion d'une délégation de service public sous réserve d'exercer un contrôle renforcé du délégataire.

Suite à cet arbitrage, le Président rappelle que lorsque la décision politique est arrêtée sur le projet et que le choix de la gestion déléguée est arrêté par les autorités délégantes, un « *rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire* » (article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales - C.G.C.T) doit être élaboré par les services de la collectivité organisatrice.

L'élaboration d'un tel rapport est une formalité obligatoire et substantielle qui doit être renouvelée à chaque nouvelle consultation.

Ce rapport (en pièce jointe) a pour objet de présenter l'équipement et un exposé des caractéristiques essentielles du service délégué, les différentes solutions possibles de gestion (publiques ou privées), les raisons justifiant le recours à une convention de délégation de service public et la présentation des principaux éléments du contrat envisagé. Il doit aussi acter le recours d'une délégation de service public en vue de la gestion et de l'exploitation du futur complexe aquatique.

Il est rappelé au Conseil de Communauté que deux grands modes de gestion sont possibles :

1. soit par la Communauté de communes en régie simple, autonome ou personnalisée ou encore via un marché de service public
2. soit en déléguant à un prestataire privé ayant un savoir-faire certain dans le domaine de la gestion des piscines (régie intéressée ou délégation de service public via un affermage)

### **1) A. Les principales caractéristiques de la gestion en régie**

- **La régie simple** est strictement liée à la CCTC. Elle ne dispose pas de budget annexe et n'a pas d'autonomie financière. De plus, elle n'a aucun organe de gestion ni de personnalité juridique propre.
- **La régie autonome** est également liée à la CCTC mais sans personnalité distincte. A la différence de la régie simple, sa gestion et ses moyens sont individualisés dans un budget annexe. Elle dispose aussi d'un conseil d'exploitation qui émet des avis consultatifs auprès du Conseil de Communauté.
- **La régie personnalisée** est, quant à elle, dotée d'une personnalité morale et d'une autonomie financière, lui conférant ainsi une certaine indépendance. La création d'un conseil d'administration est obligatoire pour les prises de décisions.

Au final, dans les 3 types évoqués de régie, les constats liés au fonctionnement permettent d'aboutir aux conclusions suivantes :

- Il est nécessaire de créer une régie de recettes (règles de la comptabilité publique) mais qui manque de réactivité pour permettre un développement et marketing commercial pertinent ;
- Le personnel de direction, technique et administratif relève exclusivement de la CCTC ;
- Les risques liés à la gestion de l'exploitation (juridique, technique, pénal, économique...) sont intégralement assumés par la CCTC ;
- Le manque de vision claire sur le coût de fonctionnement et qui ne sera réellement connu qu'après une année d'exploitation ;
- Néanmoins, la gestion en régie bénéficie d'une logique très marquée de l'intérêt général avec une souplesse de l'organisation du service public.

**1) B. Le marché public de service :**

La CCTC peut signer un contrat de marché onéreux entre la CCTC et un prestataire privé qui se rémunère directement via ce contrat sans pouvoir bénéficier des recettes liées à l'exploitation du service. A l'instar de la régie, la CCTC assume là aussi tous les risques liés à la gestion. Le personnel est celui du prestataire à l'exception du personnel qui en contrôle l'activité qui relève de la CCTC. Ce mode de gestion nécessite aussi de créer une régie de recettes.

**2) A. La gestion via une régie déléguée de type « régie intéressée »**

La gestion est confiée à un professionnel (le régisseur) qui supporte les risques liés à la gestion de l'équipement et le personnel relève du régisseur sauf pour le contrôle de l'équipement. Mais, toutefois, l'intérêt est limité pour le régisseur car sa rémunération provient de la CCTC et non directement des recettes de l'exploitation du service public.

Là, aussi, les risques sont majoritairement assumés par la CCTC. Elle doit aussi tout retranscrire dans un budget avec une obligation de créer une régie de recettes.

**2) B. Gestion via une Délégation de Service Public (DSP) :**

C'est l'exploitation du service par un opérateur privé ayant une expertise reconnue et qui assume la gestion et tire sa rémunération de l'exploitation du service. Le délégataire se charge à ses « risques et périls » de l'exploitation : humains (personnel à la charge du délégataire avec possibilité de détacher des agents communaux ou intercommunaux sur ce service), financiers, techniques, administratifs... ;

Sa rémunération repose sur les recettes d'exploitation mais il peut percevoir des subventions dont une compensation pour contraintes de service public (sujétions spéciales de service public liées aux scolaires, clubs, horaires, ...). Il verse une redevance d'occupation de l'équipement à la CCTC. La durée de contrat est de 5 ans maximum permettant ainsi au délégataire de proposer et de développer une exploitation adaptée aux besoins mais aussi de se projeter avec un business plan sans se contenter d'une gestion au fil de l'eau ; le déficit d'exploitation est connu à l'avance et pas un an après comme en régie. Il n'y a pas besoin de créer de régie de recettes.

En conclusion, au regard des différents modes de gestion exposés et, en les comparant, la gestion sous forme de Délégation de Service Public paraît la plus adaptée au regard des points suivants :

- L'intégralité des risques est supportée par l'opérateur avec une expertise reconnue (humains, pénaux, financiers, économiques, ...) dont la CCTC ne dispose pas ;
- La rémunération de l'opérateur repose sur les recettes du futur équipement ;
- Une visibilité et maîtrise sur un contrat de 5 ans du futur coût de fonctionnement ;
- Le recrutement du personnel est assuré par le délégataire (personnel de droit privé) avec la possibilité de détacher des agents publics sur cet équipement ;
- L'organisation du service public est assurée dans un cadre moins souple que la régie ;
- L'entretien et la maintenance sont assurées en interne par le délégataire ou en externe de l'équipement ;
- L'opérateur est habitué à la prise en main d'équipements neufs avec une phase de préfiguration avant l'ouverture du complexe ;
- Il est habitué à rentabiliser un équipement avec une politique commerciale adaptée ;
- Il est soumis aux aléas quotidiens de l'exploitation : technique, remplacement de personnel ;
- La CCTC assure un contrôle et peut sanctionner si nécessaire
- Une procédure pour aboutir et recruter le délégataire est à mener afin de cadrer très précisément le contrat de DSP.

**Vu la loi du 29 janvier 1993 ;**

**Vu la loi de transformation de la Fonction publique n° 2019-828 du 6 août 2019 ayant pour rôle de promouvoir un dialogue social plus stratégique et efficace dans le respect des garanties des agents publics ;**

**Vu l'ordonnance du 29 janvier 2016, et son décret d'application du 1er février 2016 ;**

**Vu l'ordonnance du 26 novembre 2018 et son décret portant parties législative et réglementaire du Code de la commande publique et des articles L. 1411-1 à L. 1411-19 du code général des collectivités territoriales récemment modifiés par la loi Engagement et proximité ;**

**Vu l'avis du bureau communautaire du 2 mars 2021 ;**

**Vu l'avis du Comité Technique de la Communauté de communes Terres des Confluences en date du 5 mars 2021 ;**

**Vu l'avis de la commission communautaire « Finances et actions de mutualisation » du 17 mars 2021 ;**

**Vu l'avis de la conférence des maires du 23 mars 2021 ;**

Au vu du rapport annexé,

### DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **se prononce** et d'approuve, au regard du présent rapport sur le mode de gestion du complexe aquatique, le choix du recours à la délégation de service public, de type affermage, afin de confier à un tiers délégataire, la gestion et l'exploitation du centre aquatique ;
- **approuve** le présent rapport sur les principes et caractéristiques des prestations que le délégataire devra assurer et qui sont précisées et définies dans un cahier des charges au moment de la consultation lancée pour le choix du futur délégataire ;
- **autorise** Monsieur le Président à lancer la procédure de délégation de service public ainsi qu'à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Prefecture le : 13/04/2021

Publication le : 13/04/2021

Notification le : .....

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES  
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT

D. BRIOIS



Membres en exercice : ..... 62  
Présents : ..... 55  
Votants : ..... 61

Adoptée à 58 voix pour

3 abstentions (Mme HEMMAMI Estelle - Mme CAVALIÉ Marie - M. BOUSQUET Franck (pouvoir donné à Mme HEMMAMI Estelle))